



Compte rendu de la CPR du 18 octobre 2016 (II)

Ajaccio, jeudi 27 octobre 2016

Cher(e)s collègues,

Comment peut-on voter contre la distribution de 80 000 € à des salariés ?

Tout le monde connaît la situation des salariés en Corse. La Corse fait partie du peloton de tête des régions les plus chères. Mais aussi des régions où les salaires sont les plus bas. Dans les villes de plus de 50 000 habitants, Ajaccio est systématiquement classé comme la plus chère au niveau national¹. Devant Paris, Neuilly et Versailles. De plus en plus d'agents « tirent la langue ».

Lors la CPR du 18 octobre, FO et CGC ont voté pour l'attribution des Chèques-Vacances, les élus de la Chambre se sont abstenus, le STC a voté contre. Depuis plus d'un an, le STC ne cesse d'avancer des « arguments » :

<i>« Si on distribue 80 000 € les comptes seront déséquilibrés. Il faut se garder une réserve. »</i>	Faux
<i>« Je ne peux pas utiliser les Chèques-Vacances car je ne pars jamais en vacances et sur Bastia il n'y a qu'Intersport qui les acceptent »</i>	Faux
<i>« Les agents les utilisent principalement pour les billets d'avion et ça ne va pas aux commerçants en Corse »</i>	Faux
<i>« Plutôt que d'affecter l'argent aux Chèques Vacances, il faut garder les fonds pour des prêts et des dons »</i>	Faux

Lors du vote en CPR, Madame Quilici, au nom du STC a demandé que soit ajouté au procès-verbal : **« le STC vote contre par crainte de déséquilibrer les comptes »**. **Reprenant ainsi l'argument avancé cinq minutes plus tôt par Monsieur Trojani (élu Chambre Haute-Corse)**.

Tous les arguments avancés sont faux.

Force Ouvrière ne renonce pas. Nous allons répondre au premier « argument » du STC.

¹ Bastia n'apparaît pas dans l'étude car sa population est inférieure à 50 000 habitants.

FO répond aux arguments du STC et des élus de la Chambre. Preuves à l'appui !

« Si on distribue 80 000 €, les comptes seront déséquilibrés. Il faut se garder une réserve. »

Les deux élus de Force Ouvrière ont repris l'ensemble des comptes du fonds social². **C'est sans appel** : une fois que toutes les rentrées scolaires et bons de Noël ont été attribués, il reste en caisse, fin 2016, près de 80 000 €. **Nous l'avons dit et redit et personne ne l'a démenti.**

Lors de la réunion du groupe de travail sur le fonds social, la direction (Jean-Louis Beynel) et les élus du STC doutaient des chiffres avancés par FO et la CGC.

**Tous les calculs ont été refaits au tableau par la CGC sous le contrôle
du STC et de la direction qui n'ont trouvé rien à redire.**

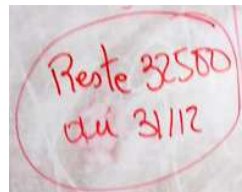
CCIC / an	CC12A / An	CC12B / An
- 5400	= 73500	= 8000
CCIC	CC12A	CC12B
Solde 1/01/16 37 805	Solde 26 000	Solde 17 200
Entree 2016 15 700	Ent 2016 11 000	Ent 9 700
Remb piet 900	37 000	26 900
16 600	Au 31/12 => 37 000	Au 31/12 = 26 900
Au 31/12/2016 54 500	Depenses 5 500	Depenses 2 500
Depenses 4 400	2 000	7 500
Bon Noël 13 200	7 500	10 460
Prenhee 300	Solde 29 000	Solde 16 800
Prime 3 500	ou 31/12	ou 31/12
Pret 500		

Le détail des calculs effectués par la CGC au tableau lors du groupe de travail.

² Plus de 30 heures de travail. Pourquoi le STC n'a pas fait les calculs de son côté ?

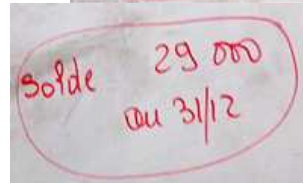
Reprenons :

CCI Corse



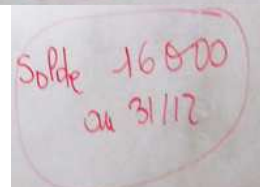
Reste 32500
au 31/12

CCIT 2a



Solde 29 000
au 31/12

CCIT 2b



Solde 16 000
au 31/12

Total **32 500 + 29 000 + 16 000 = 77 500 €**

Une fois tout payé (« *solde au 31/12* »), nous débutons l'année 2017 avec 77 500 €.

Ces chiffres ont été validés en groupe de travail par Jean-Louis Beynel (pour la direction) et en présence des élus du STC qui ne les ont pas contestés.

Alors pourquoi direction et STC expliquent maintenant que les Chèques-Vacances peuvent déséquilibrer les comptes ?

Il y a un peu moins de 80 000 € disponibles. Si nous attribuons les Chèques-Vacances, avec la contribution des agents il restera au moins 25 000 € en début d'année. En quoi c'est un problème ????

Il faudrait qu'il y ait 100 naissances en 2017 pour que les comptes passent dans le rouge !

Force Ouvrière maintient sa demande d'attribution des Chèques Vacances

Nous appelons les agents à voir avec leurs élus

Nous ne lâcherons pas.

Cet argent appartient aux agents

Il doit leur revenir !